

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEC INDUSTRIES S.A**

Route de la Massane  
13210 Saint-Rémy-De-Provence

Références : D-0161-2026  
Code AIOT : 0006400918

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement TEC INDUSTRIES S.A implanté ZI de la Massane 13210 Saint-Rémy-de-Provence. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale et coordonnée de l'inspection des installations classées visant à contrôler les installations présentant un risque lié aux atmosphères explosives (ATEX).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEC INDUSTRIES S.A

- ZI de la Massane 13210 Saint-Rémy-de-Provence
- Code AIOT : 0006400918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TEC INDUSTRIES exploite sur la commune de Saint-Rémy-de-Provence (13) une usine qui a pour activités principales la formulation, la fabrication et le conditionnement de produits de type dégraissants, détergents et lubrifiants.

Le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), pour ses activités relevant de la rubrique 1434 de la nomenclature. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 99-114/77-1998 A d'exploiter du 4 mai 1999 complété le 4 juin 2002 par l'arrêté préfectoral n° 2002-100/31-2002 A.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour la prévention du risque ATEX de son site, TEC INDUSTRIE, s'appuie sur l'étude de danger du

site et sur le rapport d'analyse de risques du bureau d'étude AECOM produit en mars 2020. Les préconisations relatives à l'affichage et aux procédures sont respectées, en revanche il a été constaté lors de l'inspection que les appareillages présents dans les zones ATEX n'étaient pas listés et que les appareillages de ventilation n'étaient pas conformes.

En conséquence, TEC INDUSTRIE devra transmettre un inventaire des appareillages présents dans les zones ATEX et justifier de leur conformité. Il est proposé en outre une mise en demeure de mettre en conformité ses équipements de ventilation en zones ATEX.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan de zonage ATEX produit par la société AECOM daté du 23/03/2020 et référencé AIX-RAP-20-11841A. Le document a été élaboré selon le guide de l'European Petroleum organisation, la norme NF EN 60073-10-1, le guide Fipic de mars 2004 le guide UIC de février 2006 et le guide du Gesip de 2004. Le périmètre de l'étude porte sur l'ensemble du site ICPE, le document détaille : <ul style="list-style-type: none"><li>- les principes généraux du risque ATEX,</li><li>- décrit les équipements et produits du site</li><li>- définit les zones ATEX</li><li>- détaille les actions et mesures mises en place pour la maîtrise du risque</li><li>- présente sur un plan du site les zones et cotations du risque ATEX</li></ul> Le document ne liste pas les matériels autorisés dans les zonages ATEX identifiés, il donne en revanche les spécificités des matériels autorisés.  Le document de zonage identifie 36 zones ATEX réparties dans 12 zones du site. Étant donné la nature des activités de la société TEC industrie dédiées à la formulation de produits pétroliers pour l'industrie, les sources de zone ATEX sont principalement dues à des vapeurs de liquides inflammables, au niveau des cuves de rétention, des assemblages, des événements et lors des opérations de dépotage. Le risque ATEX est pris en compte dans l'étude de dangers du site dans sa version de 2020.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant devra dresser un inventaire des matériels autorisés pour chacune des zones ATEX identifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Plan général des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<b>Constats :</b>  Le document d'analyse des risques contient dans ses annexes des plans de zonage ATEX par bâtiment comprenant une codification graphique des risques. L'ensemble des zones ATEX sont bien reportées sur les plans annexés au document d'identification AECOM. Ces zonages sont reportés sur le plan ETARE établi avec le SDIS 13.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis des attestations Q18 pour l'ensemble des bâtiments des zones du site. Ces

attestations délivrées par la société A2C en juillet 2025 indiquent qu'aucune non-conformité électrique n'a été relevée.

Les attestations de contrôle pour les années 2023 et 2024 ont été transmises, la périodicité des contrôles est respectée par Tec Industries.

Le point de contrôle est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Identification des zones à risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

Lors de la visite de terrain, la zone de fabrication notée B, de stockage extérieur en citerne des liquides inflammables noté D et les lignes de conditionnement notées J1 et J2 ont été inspectées. Sur l'ensemble de ces zones nous avons pu noter la présence d'une signalétique ATEX et de procédures liées à ce risque. Les indications de sécurité sont concordantes avec les mesures de prévention détaillées dans le document d'analyse des risques AECOM. Aucune indication indiquant le niveau de la zone ATEX n'est en revanche mentionnée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra indiquer sur l'affichage dans les ateliers, le niveau des zones ATEX.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ventilation des locaux

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>TEC industrie a transmis le rapport de contrôle des installations d'aération et de ventilation du site. Le rapport 135198700-001-1 a été délivré par l'APAVE le 16/12/2025 indique pour le risque ATEX des actions correctives à mettre en oeuvre notamment au niveau de bras aspirants, d'armoires ventilées et de hottes. Les dysfonctionnements relevés concernent des débits d'extraction insuffisants. Ce point est donc non-conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>TEC INDUSTRIE devra mettre en conformité ses dispositifs de ventilation prévu pour réduire le risque de formation d'un nuage explosible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Conformité des appareils

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le site la zone de fabrication notée B, de stockage extérieur en citerne des liquides inflammables noté D et les lignes de conditionnement notées J1 et J2 ont été inspectées. Les appareillages présents dans les zones ATEX contrôlées lors de la visite terrain disposent de certification CE avec les informations requises à l'exception d'un moteur au niveau de la cuve UF7 et du moteur de la pompe de dépotage de la zone des citernes extérieures.</p> <p>Selon l'exploitant les deux appareillages en questions sont antérieurs à 2003. Il est mentionné dans l'analyse de risque d'AECOM que les anciens matériels, sans en avoir le détail, répondent à la directive 79/196/CE et ne nécessitent pas d'être remplacés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre un tableau récapitulatif de l'ensemble des matériel présents dans une zone ATEX et justifier de leur conformité avec les recommandations du rapport AECOM du</p>

23 mars 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois